

Histoire et mémoires des conflits

Entre opposition et complémentarité, quels rapports l'histoire et les mémoires des conflits entretiennent-elles ?

a) Pendant le conflit : une histoire orientée

1. Légitimer la guerre

Dès le déclenchement des hostilités, les gouvernements façonnent un récit historique qui attribue la responsabilité du conflit à l'adversaire. Cette approche vise à justifier leur action militaire.

En 1914, la France se présente comme victime d'une agression allemande, tandis que l'Allemagne affirme mener une guerre préventive face à la menace russo-française. De son côté, Lénine accuse le système impérialiste et capitaliste d'avoir voulu cette guerre pour consolider la domination des puissants.

Dans ces contextes, les causes réelles — souvent multiples et complexes — sont simplifiées à l'extrême pour entretenir la haine envers l'ennemi.

2. Une recherche historique entravée

En période de guerre, les autorités contrôlent strictement l'information et diffusent une propagande qui empêche toute étude objective des événements en cours. Les historiens ne disposent ni du recul ni des archives indispensables à leur travail. Chaque État met ainsi en avant l'argument qui sert le mieux ses intérêts.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne se présente comme encerclée et contrainte d'agir, la Russie invoque son devoir d'aider la Serbie, tandis que le Royaume-Uni rappelle la violation de la neutralité belge par l'Allemagne.

Durant la guerre d'Algérie, les opposants français au conflit sont réduits au silence, comme le journaliste communiste Henri Alleg, arrêté et torturé par l'armée française en 1957. Son livre *La Question* (1958) sera interdit, et la presse, strictement censurée, ne peut publier d'informations allant à l'encontre des intérêts français.

b) Premières interprétations et travaux historiques

1. Le récit des vainqueurs

À la fin d'un conflit, les vainqueurs imposent généralement leur version de l'histoire. Ainsi, après l'**armistice** du 11 novembre 1918, l'Allemagne, affaiblie, doit reconnaître sa responsabilité dans la guerre par l'article 231 du traité de Versailles (28 juin 1919). Ce texte, bien que signé, est perçu par l'opinion publique allemande comme un « diktat » injuste.

De même, après la guerre d'Algérie, le Front de libération nationale (FLN) se présente comme le seul artisan de l'indépendance, éclipsant le rôle d'autres mouvements nationalistes comme le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj.

2. Les premiers travaux et leur diffusion

Une fois la guerre terminée, les historiens peuvent enfin entamer leurs recherches. Pierre Renouvin, ancien combattant, publie dès 1925 une étude sur les causes principales de la Première Guerre mondiale, mais évite de mettre en avant la responsabilité française.

L'enseignement joue aussi un rôle déterminant. En Allemagne, à partir de 1933, les élèves sont instruits dans un esprit de revanche vis-à-vis du traité de Versailles. En France, l'historien Jules Isaac milite au contraire pour une éducation sans haine envers l'Allemagne. Dans ses manuels, il rappelle que, si les responsabilités sont inégales, la France partage une part de responsabilité avec l'Empire allemand et austro-hongrois dans le déclenchement du conflit.

VOCABULAIRE

Armistice :
convention par laquelle les pays en guerre suspendent les hostilités.

Commémoration :
cérémonie officielle organisée par l'État autour d'un événement de l'histoire nationale pour rassembler les citoyens et renforcer la mémoire collective.

c) Vers la vérité et l'apaisement

1. Les débats historiques

Les études sur les conflits s'appuient largement sur les archives officielles. En France, celles concernant la guerre d'Algérie ne sont ouvertes qu'en 1992, alors qu'en Algérie elles restent fermées. En attendant, les chercheurs, comme Benjamin Stora, se basent sur des témoignages, précieux mais forcément subjectifs et à recouper avec d'autres sources.

Avec le temps, la disparition des témoins directs facilite un traitement plus apaisé du passé. L'accès élargi aux archives et l'accumulation des travaux permettent de confronter les points de vue. En 1961, l'historien allemand Fritz Fischer affirme que l'Empire allemand visait à devenir une puissance mondiale, quitte à provoquer délibérément la guerre.

Les échanges entre historiens français, allemands ou algériens aident peu à peu à dépasser les lectures nationalistes et partisans.

2. Commémorations et reconnaissance officielle

En France, la loi de 1999 reconnaît officiellement la guerre d'Algérie comme un conflit armé, rompant avec les termes euphémisants d'« événements » ou de « pacification ». Des lieux de mémoire — mémorial de la guerre d'Algérie (2002), place Maurice Audin (2003) — inscrivent ces faits dans l'espace public. En 2018, Emmanuel Macron reconnaît la torture systématique pratiquée par l'armée française durant ce conflit. En revanche, en Algérie, le FLN conserve la maîtrise du récit historique et les archives restent inaccessibles.

Parfois, la réconciliation passe par des gestes communs : Angela Merkel et François Hollande ont ainsi participé ensemble aux **commémorations** du centenaire de la bataille de Verdun, où plus de 300 000 Français et Allemands ont perdu la vie.